



## KIRIBATI ET ÎLES SALOMON : DEUX PAYS FRAGILES AUX RESSOURCES CONVOITÉES À LA RECHERCHE D'UN CHEMIN DE DÉVELOPPEMENT

### Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire France – Vanuatu – Îles du Pacifique aux Kiribati et aux Îles Salomon

16 au 29 septembre 2018

Une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Vanuatu-Îles du Pacifique conduite par sa présidente, Mme Catherine Procaccia, s'est rendue en République des Kiribati et aux Îles Salomon du 16 au 29 septembre 2018. Ces deux pays, les plus pauvres par habitant du Pacifique selon les données internationales, présentent des visages très contrastés mais subissent tous deux les effets du changement climatique. Très dépendants de l'aide internationale, ils doivent lutter pour exploiter durablement leurs ressources et pour développer l'accès à l'éducation et à l'emploi de leur population.

#### **I. Deux États contrastés mais confrontés au même défi de développement**

##### **A - Des différences géographiques et culturelles nettes**

Les Kiribati, État indépendant de Micronésie depuis 1979, issu de l'ancienne colonie britannique des Îles Gilbert, constituent un pays culturellement homogène, uni par les mêmes coutumes et une même langue vernaculaire. Constitués de 32 atolls placés autour de la ligne de l'équateur et entourés d'une immense zone économique environnementale (ZEE) de 3,5 millions de km<sup>2</sup>, ils comptent 115 000 habitants. Composés d'archipels coralliens de faible altitude, les Kiribati sont vulnérables aux évolutions climatiques et notamment aux incursions d'eau de mer et à la raréfaction de l'eau douce. Leur situation équatoriale les protège toutefois des cyclones et tsunamis qui n'ont jamais frappé leurs îles de mémoire d'homme. En revanche, les Îles Salomon sont situées dans une zone de forte activité sismique et cyclonique.

Indépendantes depuis 1978, les Îles Salomon comprennent un millier d'îles réparties en neuf provinces au cœur de l'arc mélanésien entre la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) et le Vanuatu. Il s'agit d'un pays hétérogène géographiquement et culturellement, comptant des populations non seulement mélanésiennes réparties en au moins 120 groupes tribaux,

mais aussi polynésiennes et micronésiennes, ces dernières descendant de Kiribatis réinstallés par les Britanniques. L'extrême variété des langues vernaculaires locales sans intercompréhension mutuelle, a fait du pidjin, un créole à base anglaise proche du tok pisin de PNG et du bichelamar du Vanuatu, la *lingua franca* utilisée par les quelque 600 000 habitants.



Vue d'Honiara, capitale des Îles Salomon

##### **B - Deux modèles politiques distincts**

Du point de vue politique, les Kiribati sont organisées en république avec à leur tête un président élu pour 4 ans au suffrage universel direct à un tour. En revanche, les Îles Salomon, membre du Commonwealth, conservent la reine d'Angleterre comme chef d'État, le pouvoir étant assumé par un Premier ministre élu par un Parlement de 50 membres dont le mandat est de 4 ans. Chacune des neuf provinces dispose également d'une assemblée, dirigée par un *Premier*.

Le fonctionnement interne du Parlement dans les deux pays montre des points de convergence. Le modèle qui a servi de référence est celui de Westminster **avec une domination du clivage majorité/opposition** et des procédures typiques des chambres anglo-saxonnes. Deux particularités communes doivent être notées : le *Speaker* du Parlement n'est pas choisi parmi les députés, il s'agit d'une personnalité extérieure élue par ceux-ci ; on compte peu de femmes élues ou responsables politiques.

Il faut aussi remarquer la grande faiblesse des partis politiques, éclatés en micro formations sans véritable clivage idéologique. Aux Îles Salomon, cela fait fluctuer la majorité parlementaire et donc la composition du gouvernement au gré des défections individuelles. Ainsi, à l'automne 2017, une motion de censure appuyée par les députés de son propre camp a fait tomber le cabinet Sogavare qui voulait faire adopter des mesures anti-corruption. Le nouveau Premier ministre Rick Houepniwela a constitué une majorité très proche de la précédente et a repris M. Sogavare comme vice-Premier ministre et ministre des finances. Son cabinet a fait adopter la loi anticorruption mais demeure fragile dans l'attente des nouvelles élections au printemps 2019.

L'instabilité récurrente des Îles Salomon contraste avec la grande stabilité du régime présidentiel des Kiribati. Toutefois, le temps des tensions ethniques entre habitants de Guadalcanal et de Malaita, notamment dans la capitale Honiara, est révolu. Le Forum des Îles du Pacifique, en réponse à une demande d'aide du Premier ministre salomonais au gouvernement australien, avait mis en place en 2003 une mission d'assistance régionale aux Îles Salomon, la RAMSI. Placée sous commandement australien, regroupant plus de 400 militaires et policiers de 15 pays océaniques, la RAMSI a permis de mettre fin au conflit ouvert et posé les bases d'un processus de sortie de crise. Elle a officiellement pris fin le 30 juin 2017, sans laisser présager une recrudescence des tensions.

### **C - Des indicateurs de développement humain très bas**

Selon les institutions internationales, les deux pays présentent un faible niveau de développement. Économiquement, le PIB par habitant n'est que de 1 600 \$ US aux Kiribati et de 2 050 \$ US aux Salomon. Plus globalement, l'indice de développement humain des Kiribati les place au 137<sup>e</sup> rang mondial, comparable à celui du Congo et du Laos, tandis que les Salomon se situent au 156<sup>e</sup> rang, proche de la situation de Madagascar et de la Mauritanie.

La mission a pu mesurer sur place les difficultés d'accès aux soins. Les Îles Salomon connaissent depuis plusieurs mois une pénurie de médicaments d'urgence, due à l'impéritie de l'administration de la santé, incapable d'assurer la gestion prévisionnelle des flux après le départ d'un responsable australien. L'Australie continue à fournir 50 % du budget de la santé du pays.

Bien que leur isolement géographique les préserve des grandes pandémies infectieuses, les Kiribati sont frappées par les maladies non transmissibles, aux premiers rangs desquelles le diabète, l'hypertension et les affections dues au tabac. Le diabète croît avec le recours à une alimentation importée riche en sucres (riz, sodas, produits transformés). Le taux d'amputation est extrêmement élevé.

L'espérance de vie ne dépasse pas 65, voire 60 ans pour les hommes.

Les atolls périphériques de Kiribati et les provinces des Salomon sont clairement les parents pauvres du développement sans disposer de ressources propres suffisantes pour impulser de nouvelles dynamiques locales. Les deux capitales Tarawa (50 000 habitants soit 50 % de la population) et Honiara (200 000 habitants soit 33 % de la population) sont hypertrophiées. C'est là que se concentrent l'offre de soins, les opportunités d'éducation supérieure et les emplois.

### **D - Une forte dépendance à l'aide internationale**

C'est pourquoi les deux pays demeurent très dépendants de l'aide internationale, qu'elle provienne d'États (Nouvelle Zélande, Australie, Taïwan, Japon) ou d'organisations multilatérales (Banque mondiale, Fonds vert pour le climat, Banque asiatique de développement, Programme régional océanien pour l'environnement). Il s'agit à la fois de soutien budgétaire direct, du financement de programmes spécifiques, de bourses et d'aides à la formation à l'étranger, notamment de médecins et d'ingénieurs.

Avant d'aborder plus loin la question de l'aide des États, inextricablement liée à des questions stratégiques, il convient de mesurer l'apport des organisations multilatérales. La mission a notamment rencontré les représentants de la Banque mondiale (BM) et de la Banque asiatique de développement (BAD) à Honiara. L'engagement de la BM aux Salomon s'élève à plus de 200 millions \$ US jusqu'en 2023 assurant des prêts et des dons. La BAD va doubler ses interventions dans les trois prochaines années pour atteindre 110 et 120 millions \$ US. L'eau, l'adaptation au changement climatique, le soutien à l'emploi, l'énergie et les infrastructures de transport sont des priorités.

Le problème majeur de la corruption et du détournement de l'aide n'a pas été éludé ; il inquiète les bailleurs internationaux qui y voient un frein majeur au développement. Ils essaient plusieurs stratégies pour la contourner. La BM tente de limiter le soutien budgétaire et préfère ne pas verser l'argent au Trésor mais aux porteurs techniques d'un projet précis sur un compte séparé. Des inspections externes ont lieu tous les trois mois et un rapport d'audit annuel validé par la BM peut conduire à des demandes de remboursement. La BAD œuvre à un programme de construction de capacités d'audit interne au sein de l'administration pour développer localement une culture du contrôle et de l'évaluation.

Les dysfonctionnements du Fonds vert pour le climat ont été portés à l'attention de la mission tant aux Kiribati qu'aux Salomon. Il s'agit pourtant d'un acteur essentiel pour apporter des financements sur des opérations significatives. Il est prévu en principe des versements de 86 millions \$ US pour un projet

hydroélectrique sur Guadalcanal et de 77 millions \$ US pour des installations de dessalement à Tarawa Sud. Malheureusement, la crise actuelle de la gouvernance conduit à repousser les décisions et à bloquer des fonds nécessaires à de grands projets.

Plus globalement, l'accès à ces financements est très complexe pour de petits États insulaires aux faibles capacités administratives. Les procédures sont très lourdes et lentes. Les critères d'attribution fluctuent.

Enfin, il faut souligner le rôle très important joué par la Communauté du Pacifique (CPS), une organisation internationale dont font partie les États insulaires du Pacifique Sud ainsi que la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. Elle agit comme organe de coopération technique et d'expertise qui permet de mobiliser les fonds internationaux, de concevoir et de mener à bien des actions de développement là où les États insulaires sont trop faibles pour exercer leurs missions. Son action est susceptible de dégager des effets de levier importants dans de petits États sur des programmes ciblés.

Le renforcement du partenariat entre la France et la CPS paraît souhaitable et contribuerait à concrétiser l'engagement concret de la France dans le Pacifique. Le soutien de la CPS, et en particulier de sa direction Mélanésie, a été essentiel pour l'organisation de la mission sénatoriale, en l'absence de notre ambassadeur au Vanuatu, dont dépend le suivi des Îles Salomon.

## II. L'adaptation au changement climatique

### A - Les conséquences protéiformes du changement climatique : érosion, salinisation des terres, pénurie d'eau et catastrophes naturelles

Les problèmes causés par le changement climatique sont nombreux et divers. L'élévation du niveau de la mer et l'érosion du trait de côte sont les phénomènes les plus connus et les plus visibles. Toutefois, la salinisation des lentilles d'eau et des terres est encore plus préoccupante sur les îles basses des Kiribati, tandis que la multiplication des catastrophes naturelles pèse sur les îles hautes des Salomon.

Il faut noter le récent changement d'orientation politique des Kiribati en matière de gestion du risque climatique. Le président Taneti Maamau a été élu en mars 2016 pour succéder à Anote Tong qui, au terme de trois mandats, avait accédé à la notoriété internationale pour son engagement contre le changement climatique en forgeant le concept de « migration dans la dignité » et en achetant des terres à Fidji. M. Maamau a réorienté nettement la politique nationale en repoussant l'idée d'un abandon des terres ancestrales et d'une émigration des habitants, pour se consacrer en priorité aux questions touchant à la vie quotidienne de la

population et au développement économique. Cela ne fait que rendre les mesures de protection, d'adaptation et d'atténuation plus pressantes pour préserver l'habitabilité du pays. Le soutien technique et financier des bailleurs internationaux est crucial.

La délégation a pu constater elle-même la pression qu'exerçait la mer aux Kiribati sur les atolls de Tarawa et d'Abaiang, situés à environ 3 mètres au-dessus du niveau de la mer. Les digues de mer se construisent un peu partout selon des techniques assez rudimentaires à coup de sacs de sable cimentés, par les communautés locales elles-mêmes sans plan. Le gouvernement grâce à l'aide taïwanaise fournit les matériaux et la supervision d'un ingénieur. À Tarawa, les bailleurs internationaux, le Japon et l'Australie notamment, construisent les chaussées et les routes aux endroits les plus vulnérables entre le port, le centre administratif et l'aéroport. À Abaiang, les digues de mer construites pour protéger un village d'environ 400 personnes ont cédé trois fois, ce qui a conduit à l'abandon des habitations et de l'église.



*IncurSION de la mer et terrains dévastés par le sel à Abaiang*

Toutefois, les prévisions d'élévation du niveau de la mer pourraient avoir été surestimées localement. Le constat de la mission, hors points faibles des atolls, est simplement celui d'une légère montée. Le gouvernement des Kiribati est confiant dans le fait qu'un bon système de digues, peut-être inspiré de l'expérience néerlandaise, suffirait. Ce n'est pas l'effet le plus grave du changement climatique. Les problèmes de salinisation des terres et d'accès à l'eau potable, avec leurs conséquences sanitaires, demeurent à court terme les plus grandes menaces. Bien avant que les Kiribati soient submergées, elles auront été rendues inhabitables. Les sols très pauvres et saumâtres n'acceptent quasiment plus que le cocotier ; les taros, réputés « légumes de famine » dans la population, sont cultivés dans des jarres enterrées pour limiter l'effet du sel. La raréfaction de l'eau touche 70 % des îles et plus de 90 % de la population.

L'adduction d'eau douce dans les zones très densément peuplées de Tarawa Sud entre le port de Betio et l'aéroport de Bonriki est déficiente, de même que le système d'assainissement. La moindre fuite dans une canalisation entraîne immédiatement la rupture

d'approvisionnement. Se pose inévitablement la question du coût de l'accès à l'eau. Pour l'instant, 3 petits villages disposent d'accès continu 24h/24h contre une redevance alors qu'à Betio, l'eau est gratuite mais n'est disponible, hors système de captation d'eau de pluie, que 4 heures environ par jour. Pour alimenter les 30 000 habitants du quartier de Betio, il est besoin de 1 000 litres par heure.

La seule solution est de pratiquer le dessalement d'eau de mer. Précisément, la Calédonienne des eaux, une filiale de Suez, prévoit le déploiement de 4 unités de dessalement, alimentées non pas par des combustibles fossiles mais par des panneaux solaires, ainsi que la construction de 120 km de canalisation. Couplé à un contrat d'exploitation de 5 ans, ce projet devrait être financé à hauteur de 40 % par le Fonds vert pour le Climat mais les décisions tardent. La France appuie le projet et s'efforce de surmonter les blocages persistants au sein du fonds.

Aux Îles Salomon, certains atolls des provinces de Malaita et de Santa Cruz ont aussi été évacués mais le changement climatique pèse surtout par l'accroissement de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles sur les îles hautes. La mission a visité le centre de gestion des catastrophes du ministère de l'environnement, du changement climatique et de la météorologie. Grâce à la coopération internationale, le pays bénéficie d'un réseau de surveillance pour prévenir le risque de tsunamis et suivre la formation et la trajectoire des cyclones. Les financements européens et les moyens techniques de la France via le relais de la Nouvelle Calédonie sont très appréciés tant pour la prévention que pour la gestion des catastrophes naturelles.

L'alerte précoce comme l'envoi de secours demeurent toutefois des défis dans un pays où l'État est structurellement faible et les moyens de communication insuffisants. L'information sur l'imminence d'un cyclone ou d'un séisme ne parvient que très difficilement aux populations les plus isolées faute de réseau téléphonique et d'électricité. Aucune sirène n'est installée dans les villages, des messages sont diffusés à la radio et percolent tant bien que mal *via* les dispensaires et la police. Ensuite, les secours ne peuvent accéder aux zones les plus reculées qu'en hélicoptères qui font défaut sans le soutien international.

#### **B - La question des terres coutumières**

Lorsqu'elle est rendue nécessaire par les effets du changement climatique, la relocalisation de la population se heurte à la question du foncier et des terres coutumières.

Aux Kiribati, lorsqu'ils ont été chassés par l'incursion de la mer, les villageois d'Abaiang ont reconstruit eux-mêmes leurs maisons, souvent traditionnelles, sans l'aide publique. Ils se sont réinstallés sur des parcelles appartenant à leur clan, toute la terre étant de statut coutumier mais de tenure familiale. Ils se

sont dispersés ainsi sur toute l'île sans maintenir l'intégrité de la communauté villageoise. La situation est la même dans tous les atolls périphériques.

De même, aux Salomon, où 80 % des terres sont coutumières, l'accueil de populations déplacées sur les terres d'autres tribus reste très délicat. Des possibilités d'accord coutumier existent, mais ils se révèlent souvent difficiles à nouer en pratique et fragiles en cas de tensions entre tribus d'accueil et tribus accueillies.

Globalement, le marché foncier demeure très dysfonctionnel. Comme dans les territoires français du Pacifique, le statut de la terre conditionne les possibilités de développement économique. Un entretien avec le ministère des terres et le haut-commissariat aux terres, chargé du domaine public, a permis de clarifier certains points : 20 % du foncier des Îles Salomon appartient à l'État. Il s'agit cependant d'une simple estimation, sans identification, ni de bornage précis de l'ensemble des parcelles. Le domaine public se concentre autour d'Honiara mais les parcelles sont régulièrement occupées de manière illégale par des squatteurs, le reste est loué avec des baux de 30 ans à des exploitants commerciaux et automatiquement reconduits. Il existe également une fraction de titres privés. Un système Torrens à l'australienne a été mis en place, empêchant toute prescription acquisitive et toute contestation des titres, une fois effectuée la publicité initiale et l'enregistrement.

Enfin, il faut souligner une initiative du haut-commissariat soutenue par la CPS afin de créer un cadastre coutumier en collaboration avec les chefs de tribus sur une partie de l'île de Santa Isabel. Si ce projet réussit en clarifiant consensuellement les généalogies et les droits d'usage coutumiers, il devrait être progressivement étendu. Cela permettrait de faciliter la mise à disposition de terres pour un usage économique ou des infrastructures.

### **III. La gestion durable des ressources**

#### **A - Des secteurs vitaux, objet de convoitises : la pêche et le bois**

Le Pacifique Sud abrite les plus importantes réserves halieutiques, notamment de thons du monde, qui sont bien gérées pour l'instant sans déplétion excessive, grâce à la faiblesse de la surface des eaux internationales et au maillage fin des ZEE des États insulaires, à la différence de l'Atlantique ou du Pacifique nord.

Les pays de la zone ont choisi la voie de la coopération régionale pour rassembler leurs forces éparses, coordonner leurs actions de surveillance et peser face aux armateurs asiatiques. La délégation a pu visiter l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique. Basée à Honiara, elle négocie pour le compte des États, avec leur approbation, les quotas de pêche des opérateurs hauturiers étrangers et le

tarif des permis-jours de pêche. Des dissensions apparaissent parfois avec les États tentés de vendre plus de permis pour toucher davantage de recettes mais l'organisation semble parvenir à développer une stratégie stable et acceptée.



Le centre de surveillance de l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique

L'Agence des pêches dispose d'un centre de surveillance moderne permettant de suivre en temps réel tous les mouvements des bateaux de pêche en agrégeant les données émises par les balises installées lors de l'enregistrement du bateau et les données transmises par chacun des pays membres. Elle signale les bateaux illégaux ou suspects aux autorités nationales qui mobilisent leur ressources de patrouille ou sollicitent l'aide de leurs grands partenaires. Un appui essentiel est fourni par la marine australienne et l'aviation française basée à Nouméa. Les États-Unis et la Nouvelle-Zélande contribuent également.

La préservation des stocks halieutiques et la surveillance de la pêche illégale sont une nécessité pour tous les États du Pacifique Sud, mais particulièrement pour les Kiribati et les Îles Salomon.

En effet, l'octroi de licences de pêche constitue la principale source de revenus des Kiribati : 80 % des ressources de l'État viennent de la pêche. En dix ans, grâce à l'accord international de Nauru, les revenus ont été portés de 25 millions \$ à 135 millions \$, ce qui ouvre des perspectives de développement plus sereines. Néanmoins, la pêche illégale prive les Kiribati d'une grande part de leur revenu potentiel. Ils n'ont qu'un bateau de patrouille pour des millions de km<sup>2</sup> à surveiller. Fourni par l'Australie, il doit être remplacé rapidement. Les grands navires de pêche chinois, japonais, coréens, vietnamiens sont omniprésents. L'enjeu économique est aussi de monter dans la chaîne de valeur en transformant davantage de poissons sur place pour l'exporter. Il n'existe pour l'heure qu'une seule entreprise industrielle de transformation du poisson, qui est le plus gros employeur privé du pays.

Les trois secteurs les plus importants, qui génèrent le plus de revenus, pour l'économie des Îles Salomon sont la pêche (thon), le bois et l'huile de palme. L'entretien de la délégation avec le haut-commissaire britannique a été très éclairant. Le thon est exporté vers l'Europe pour

une grande partie, notamment vers l'Italie pour des conserves, le bois est exporté vers la Chine, l'huile de palme est surtout exportée vers le Royaume-Uni et la Suisse où elle est utilisée par l'industrie du chocolat. En valeur, le thon représente 20 % et le bois 68 % des exportations. L'industrie du thon est dominée par un conglomérat américain basé à Seattle, l'huile de palme par une société malaise. Le bois semble une industrie opaque et corrompue, réalisée sur des terres coutumières, qui n'a fait l'objet d'aucune sélection des essences, ni d'une politique de replantation. La déforestation massive et sans planification raisonnée pourrait conduire à l'extinction dans les 10 ans d'une filière qui a porté le développement économique récent des Îles Salomon.

### B - Les perspectives encore limitées du tourisme

Il convient également de mentionner le tourisme même s'il reste une activité secondaire. Kiribati n'accueille ainsi que 4 000 touristes par an mais le pays cherche à la développer, notamment sur l'île Christmas. Son développement nécessiterait de régler la question des connections aériennes et maritimes aujourd'hui très limitées, de l'approvisionnement en eau, et de la préservation des atolls menacés par le défaut d'assainissement.

Un tourisme résiduel existe également aux Îles Salomon, notamment grâce à l'existence de spots de plongée prisés des connaisseurs et du « tourisme de mémoire » sur les sites de la bataille de Guadalcanal, un tournant de la Seconde Guerre mondiale. À Honiara, la délégation a pu constater, comme élément de la croissance évidente de la ville depuis 10 ans, la construction de nouvelles infrastructures hôtelières. Le ministère de la culture et du tourisme tente de mettre sur pied une stratégie cohérente et ambitieuse de développement du tourisme en ciblant la clientèle européenne, qui tend à rester plus longtemps et à dépenser davantage que les voisins australiens. Pour l'instant, il s'agit d'un tourisme d'affaires.

### C - Des initiatives remarquables en matière de développement durable

La délégation a visité le port d'Honiara, sélectionné par la CPS, avec celui de Tongatapu, pour porter un projet de transformation écologique du transport maritime dans le Pacifique Sud. L'objectif est de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre pour devenir, d'ici 2003, un port « vert » au bilan carbone neutre. Tous les bâtiments et les installations sont passés à l'éclairage par LED.

Les générateurs au diesel seront remplacés par des panneaux solaires, y compris pour alimenter en électricité les conteneurs réfrigérés utilisés pour l'exportation de thons. Un incinérateur est prévu pour brûler les déchets organiques ainsi que des équipements spéciaux pour récupérer les déchets des bateaux de fret.

Dans la *Western Province* des Îles Salomon, à Gizo, la délégation a rencontré une association de femmes qui se sont réunies pour établir une

antenne du réseau australien *Plastic Wise*. L'objectif est de récupérer les emballages plastiques qui jonchent les rues pour les recycler en fabriquant des objets (sac, trousse, cabas, supports de lampes, etc.) qui sont revendus.

Elle a également rendu visite à la communauté dominicaine de Logha, une petite île située dans la baie de Gizo, qui accueille de jeunes volontaires français de l'association Dom&Go. Ils portent un projet de développement durable de l'île dans une région dont le potentiel touristique réel pourrait être ruiné à terme par l'absence de collecte et de recyclage des déchets, la pollution de la mer et la chasse d'espèces rares et menacées comme les dugongs et les crabes de cocotier. Sont notamment menées à Logha des actions de protection et de replantation du corail menacé par une espèce invasive d'étoile de mer. Un jardin est déjà exploité en permaculture en utilisant un mulchage proche des techniques traditionnelles et une ferme devrait également être développée. Des sources ont été identifiées et des puits creusés pour améliorer l'approvisionnement en eau potable en prévision du développement d'une aire de loisirs et d'accueil pour la population qui serait sur place sensibilisée aux enjeux environnementaux.

Il convient également de signaler l'initiative des volontaires français de monter une filière de recyclage des canettes d'aluminium à Gizo qui représentent une grosse part des déchets retrouvés dans la rue et dans la mer. Ils ont conçu le projet qui passe par le rachat des canettes jetées, leur compactage et leur transport par un thonier en Malaisie où ils sont revendus à une entreprise de recyclage. La plus-value couvre les frais fixes. Une collecte de fonds a permis l'achat d'un compacteur, qui doit être livré début 2019. Ce type de dispositif existe déjà à Wallis et Futuna et aux Samoa avec succès.

#### **IV. L'accès à la formation et à l'emploi**

##### **A - À la rencontre des élèves**

La délégation s'est rendue dans plusieurs écoles aux Kiribati et aux Salomon, où elle a reçu chaque fois un accueil très chaleureux. Bien que la scolarité soit obligatoire, elle est en partie payante et de nombreux jeunes quittent tôt le système scolaire. La famille nécessite souvent l'aide des adolescents, qui cessent leurs études, selon des mécanismes bien connus. Les temps de transport, surtout aux Salomon, peuvent être importants. Les besoins sont criants en matière d'installations et de fournitures scolaires de tous ordres mais ne semblent pas atteindre le dynamisme du corps enseignant.

Grâce à sa principale originaire de Wallis-et-Futuna, le collège mariste Saint-Louis de Tarawa entreprend de revitaliser l'enseignement du français à Kiribati. Le collège de Visale sur l'île de Guadalcanal a

reçu l'aide de Taiwan pour mettre sur pied un programme de nutrition et acquérir deux ordinateurs.

C'est, enfin, la Croix rouge française qui a soutenu dernièrement le centre pour enfants handicapés d'Honiara, qui accueillent des enfants souffrant de handicaps physiques et mentaux dont 70 % de sourds ou malentendants.



*L'apport de la Croix rouge française au Centre pour enfants handicapés d'Honiara*

##### **B - Deux centres de formation à fort potentiel aux Kiribati**

Les Kiribati disposent avec leur Centre de Formation Maritime (MTC) d'un instrument très performant en matière de formation professionnelle aux métiers de la mer. La délégation a pu visiter ses installations, rencontrer les encadrants et observer des jeunes marins en formation.

Cette institution a été créée en 1967 à l'initiative d'une compagnie allemande, *Hamburg Süd* dont un des navires avait subi une avarie avant d'être secouru par des embarcations traditionnelles des Kiribati. Trois filières existent désormais pour la formation de jeunes hommes de 18 à 30 ans recrutés sur l'ensemble des îles des Kiribati : marine marchande ; pêche ; tourisme de croisière. C'est une formation très prisée, puisqu'au bout d'un an, 100% des jeunes diplômés dans la filière marine marchande sont employés et 80 % dans la filière pêche.

Depuis 50 ans, 4 600 jeunes ont été diplômés du MTC dont 3 000 sont encore actifs. Le gouvernement des Kiribati a calculé qu'un marin diplômé du MTC pouvait faire vivre une famille de 20 personnes et que la masse des sommes renvoyées par les marins employés à l'étranger représentaient autour de 15 millions de dollars australiens (\$ AUD).

Le budget est soutenu par des entreprises partenaires comme la société *South Pacific Meat Supplies Limited* (SPMS) et des donateurs internationaux, notamment la Nouvelle-Zélande. La France a contribué sur les fonds européens à l'acquisition d'un simulateur de conduite. La formation n'est pas payante pour les jeunes qui reçoivent au

contraire une bourse et vivent en internat sur le campus. Un audit externe est mené tous les quatre ans par un cabinet allemand. La Communauté du Pacifique réalise également des évaluations régulières.



Le campus du Centre de formation maritime des Kiribati

En outre, la mission sénatoriale a visité les installations de l'Institut de Technologie des Kiribati (KIT). Il s'agit d'une institution de formation professionnelle de type BTS ou DUT. Les formations du KIT ont obtenu une accréditation permettant aux diplômés de voir leurs qualifications reconnues en Nouvelle Zélande, en Australie et dans le Pacifique. L'Australie soutient fortement le KIT, notamment par l'envoi de personnels et de formateurs. Les domaines de formation vont de la mécanique, la plomberie, la construction à la comptabilité et à la gestion. Des ateliers et des environnements de travail permettent aux élèves d'être mis en situation de manière appropriée.

### **C - Une association dynamique pour stimuler l'emploi des jeunes aux Salomon**

L'emploi des jeunes doit être une priorité dans des pays qui connaissent encore une forte natalité et une croissance démographique soutenue. Aux Îles Salomon, la mission a été particulièrement intéressée par le travail de l'association *Youth@Work*, soutenue par la CPS dans le cadre d'un programme qui malheureusement arrive à échéance en 2020. Cette association dispose d'un centre à Honiara, qui se concentre sur les jeunes urbains et deux antennes provinciales, à Gizo et sur Malaita, qui aident les jeunes ruraux. La délégation a visité à la fois le centre d'Honiara et l'antenne de Gizo.

Le programme vise à soutenir en priorité des jeunes décrocheurs, en rupture, voire sortant de détention, de 18 à 35 ans. La moitié des participants sont des femmes, en conformité avec les critères posés par les bailleurs internationaux.

Il existe deux voies possibles : le placement dans un stage ou un emploi salarié et le soutien à la création d'entreprises. À Honiara, 80 % des jeunes urbains sont orientés vers le salariat, tandis qu'à Gizo, c'est la création

d'entreprises qui concerne 80 % des jeunes participants au programme, ce qui reflète la faiblesse de l'emploi salarié formel dans les provinces.

L'expérience en milieu rural est originale. La plupart des jeunes entrent dans le programme et proposent de créer un petit commerce, de téléphonie mobile par exemple. Or, le marché n'existe pas et les projets ne sont pas viables. C'est pourquoi *Youth@Work* oriente désormais les jeunes vers l'agriculture et en particulier l'élevage de cochons, dans l'espoir de créer une coopérative et de jeter les bases d'une filière nationale du porc alors que les Salomon importent aujourd'hui la majorité de leur viande. Chaque jeune peut recevoir 2 000 \$ SBD, monnaie des îles Salomon, soit 200 €, et 3 cochons pour débiter son activité. Sont entrés dans le programme de formation 150 petits fermiers qui se sont regroupés.

## **V. Des enjeux stratégiques grandissants sur la scène internationale**

### **A - La résistance taïwanaise à la poussée chinoise**

Malgré leur faible poids sur la scène internationale, les îles Kiribati et les Îles Salomon sont au cœur d'une sourde lutte d'influence entre grandes puissances. Les deux États reconnaissent en effet la République de Taïwan. Ils constituent des maillons d'autant plus importants du réseau diplomatique de ce proche allié des États-Unis, que certains de ses partenaires traditionnels comme le Panama et le Burkina Faso viennent de se rapprocher de la Chine.

En conséquence, Taïwan consent de très importants et très utiles efforts pour soutenir le développement des deux pays. Ainsi, aux Kiribati, Taïwan intervient en matière d'agriculture et d'aquaculture, d'énergie, de santé et de prévention des catastrophes naturelles. Pour soutenir le développement de l'énergie solaire, 40 000 kits ont été distribués aux familles. Un fonds annuel d'1 million \$AUD est dédié à la gestion des catastrophes naturelles et à la limitation de la pression de la montée de la mer. Taïwan forme également des médecins et reçoit des étudiants en stage dans ses hôpitaux. Ils construisent des registres de patients en collectant des empreintes pour reconstituer des dossiers de soins personnels et assurer un suivi cohérent.

L'action de Taïwan en matière d'agriculture et de nutrition est très dynamique. Sans compter les salaires des experts, ce ne sont pas moins de 11 millions \$AUD qui y sont consacrés chaque année. Des équipes techniques sont dépêchées sur place pour soutenir l'aquaculture du poisson-lait ou chano, développée pour remplacer le tilapia, devenue une espèce invasive en cours d'éradication. En outre, elles diffusent des méthodes de production de compost. Des mini-fermes

locales ont été mises en place en employant de la main d'œuvre locale et elles approvisionnent en fruits et légumes frais l'hôpital de Tarawa et six écoles. Un autre projet porte sur l'élevage du cochon : aujourd'hui l'élevage familial sur Tarawa contribue à la pollution du lagon à cause des déjections. Il s'agirait de revoir les méthodes, de déplacer l'élevage sur les atolls périphériques et de construire à Tarawa l'abattoir qui fait aujourd'hui défaut.

Malgré la reconnaissance officielle de Taïwan, la présence économique de la Chine demeure très forte aux Kiribati comme aux Salomon. Les gouvernements observent avec circonspection l'exemple de Tonga et du Vanuatu très endettés à l'égard de la Chine. L'attitude récente de la Chine à la réunion au Forum des îles du Pacifique à Nauru début septembre, qu'elle a quitté après avoir tenté d'intervenir dans les débats contre les règles de l'organisation, paraît celle d'une puissance déterminée à s'imposer dans la région. Les entreprises chinoises sont très présentes dans la pêche, les télécom, les services maritimes et le commerce de détail. Aux Îles Salomon, les interlocuteurs de la délégation ont relevé l'hostilité grandissante de la population envers les commerçants chinois récemment implantés.

#### B - L'implication de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande

Les contributions de la Nouvelle Zélande et de l'Australie sont essentielles pour le maintien à flot des Kiribati et des Salomon. Elles sont déterminantes dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'environnement. Dans chaque pays du Pacifique où elles interviennent, l'Australie et la Nouvelle-Zélande coordonnent leurs efforts pour éviter les doublons. Elles veillent également à trouver des synergies avec l'action de Taïwan pour optimiser les effets de l'aide internationale.

Ainsi, l'Australie construit l'ensemble des nouvelles écoles à Kiribati, toutes surélevées et résilientes. Sur un programme de 10 établissements, 7 sont déjà achevés, les plus grands comptant 1 000 élèves. La formation des enseignants et le développement des programmes sont également soutenus. Des systèmes de bourses sont mis en place pour financer des études supérieures dans les universités australiennes. La formation de médecins à Fidji est prise en charge contre l'obligation de retourner exercer dans le pays d'origine. En termes financiers, l'Australie est le principal donateur avec annuellement plus de 30 millions \$ AUD. En outre, l'aide de la Nouvelle-Zélande aux Kiribati, centrée sur la santé et notamment le renforcement du personnel soignant, a crû massivement depuis dix ans passant de 2 millions \$ AUD avant 2010 à 17 millions \$ aujourd'hui avec un objectif à 19 millions \$ en 2020.

Aux Îles Salomon, l'Australie joue un rôle clef dans le maintien de la stabilité du pays et la formation de la police et de la justice. Le coût pour l'Australie de la RAMSI s'est élevé à 2,6 milliards \$ AUD sur 10 ans. Un nouveau traité bilatéral concernant la sécurité a été signé en août 2017 et les Îles Salomon ont accueilli en juin 2018 une réunion de services de renseignements de la région, promue par les services australiens pour renforcer leur coopération.

Inquiètes de la pression chinoise et soucieuses de préserver leurs intérêts politiques et économiques, l'Australie et la Nouvelle Zélande veulent assurer la stabilité et le développement équilibré du Pacifique Sud. C'est pourquoi, comme l'ont manifesté clairement les hauts commissaires que la mission a rencontrés à Tarawa et à Honiara, elles partagent le souhait de renforcer la coopération avec la France dans la région au nom de leurs valeurs communes.

#### Composition de la délégation

			
<b>Mme Catherine PROCACCIA</b> Présidente du groupe Sénateur du Val-de-Marne (Les Républicains)	<b>Mme Catherine DEROCHE</b> Vice-présidente du groupe Sénateur de Maine-et-Loire (Les Républicains)	<b>M. Robert LAUFOAULU</b> Président délégué (Fidji) Sénateur de Wallis-et-Futuna (Les Républicains)	<b>Mme Françoise CARTRON</b> Membre du groupe Sénatrice de Gironde (LaREM)

Composition du groupe d'amitié : [http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami\\_651.html](http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_651.html)